

LE GALÈS, Patrick. 2003. Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance. Paris, Presses de sciences po, 454 p.

Claire Poitras

Numéro 52, automne 2004

Le territoire, instrument providentiel de l'État social

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010598ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010598ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Poitras, C. (2004). Compte rendu de [LE GALÈS, Patrick. 2003. Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance. Paris, Presses de sciences po, 454 p.] *Lien social et Politiques*, (52), 161–162. <https://doi.org/10.7202/010598ar>

- **LE GALÈS, Patrick. 2003. *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance.* Paris, Presses de sciences po, 454 p.**

Au cours des dernières années, plusieurs chercheurs en études urbaines ont démontré que, même si les métropoles contemporaines évoluent dans des espaces économiques fortement globalisés, les villes ou les lieux ont encore leur importance. Partant d'un constat relatif au poids des villes — définies ici à la fois comme des gouvernements urbains et des lieux de conflits sociaux —, l'ouvrage de Patrick Le Galès relance le débat sur le rôle et le statut des villes. Caractérisées par l'omniprésence des réseaux ainsi que par la multiplicité des acteurs et des intérêts, les villes européennes occupent une nouvelle place sur l'échiquier politique. Cela s'explique pour une bonne part par le contexte à l'intérieur duquel évoluent les villes et qui est défini par diverses transformations sociopolitiques : recomposition des États, crise des relations internationales, construction de l'Europe. En bref, une série de mutations qui sont à même de donner lieu à une redistribution des pouvoirs et à la construction d'un nouvel

espace politique au sein duquel les villes — véritables «acteurs collectifs en devenir» — sont susceptibles d'assumer de nouvelles fonctions.

Selon l'auteur, nous serions en train de vivre un «“intermède historique” de confusion et d'interdépendance des pouvoirs favorable à l'autonomie des villes dont la portée reste à définir» (p. 24). Pour étayer sa thèse, il scrute en détail les transformations des rapports entre les États-nations et les villes en Europe ainsi qu'entre les groupes et les acteurs (associations, entreprises, groupes d'intérêts, gouvernements locaux et leaders politiques) qui interviennent dans l'arène politique locale. Trois notions clés se trouvent au cœur de l'analyse : celle d'acteur collectif, celle de société locale et celle de gouvernance. Le Galès privilégie le niveau intermédiaire ou *meso* de la ville (p. 43) pour conduire son analyse. D'une part, le recours à la comparaison et, d'autre part, la réalisation d'études empiriques permettent de bien faire ressortir la diversité des situations examinées. En outre, le spectre des pays étudiés est très large, ce qui ajoute à la richesse empirique de l'ouvrage. Deux traits singularisent les villes étudiées ici : elles sont de taille moyenne (ayant entre 200 000 et

2 millions d'habitants) et possèdent un centre qui, en assumant un rôle d'espace public urbain lisible et codifié, demeure fondamental.

L'ouvrage est divisé en trois parties qui traitent (1) du contexte sociopolitique et historique à l'intérieur duquel s'inscrivent les villes et les sociétés européennes, (2) des transformations politiques et économiques en cours et de ce qu'elles signifient pour les villes européennes et (3) des nouvelles dynamiques d'agrégation, de représentation et de gouvernement qui prennent place au sein des villes.

Après nous avoir présenté, dans son premier chapitre, les éléments de sa problématique et ses choix méthodologiques, l'auteur nous convie à un détour historique du Moyen Âge au milieu du 20^e siècle. La stratégie de recherche consiste à revoir comment, historiquement, se sont noués les liens entre les États-nations et les villes. En montrant comment se sont constitués les gouvernements urbains et les mécanismes par lesquels ont été régulés les conflits sociopolitiques, cette analyse fait le constat de la longue durée des villes européennes. Prenant appui sur les travaux d'historiens, Le Galès met en lumière les processus par lesquels les communes urbaines

ont contribué à la formation des États et comment l'État moderne s'est développé contre les villes. Une autre conclusion qui ressort de ce chapitre est celle de la stabilité du système urbain européen (alors que la hiérarchie du système urbain étatsunien s'est redéfinie depuis les années 1950), constitué de villes de taille moyenne (qu'on peut qualifier de capitales régionales) relativement proches les unes des autres. Cette spécificité européenne est fondamentale pour les suites de l'analyse.

Les trois chapitres qui composent la deuxième partie de l'ouvrage traitent de la période contemporaine. Le troisième chapitre aborde les nouveaux paramètres de la gouvernance urbaine, dont une des variables clés est le processus d'intégration européenne, ce dernier étant favorable à la redéfinition du rôle des États et des villes. L'analyse de l'auteur nous présente un État qui demeure fort dans plusieurs pays européens, ce qui facilite la réalisation de politiques urbaines (intervention dans le domaine du logement, de l'aménagement du territoire, offre de services collectifs). En outre, les mécanismes d'europanisation des villes de même que la mise en place de réseaux transnationaux sont susceptibles de créer de nouvelles opportunités pour les gouvernements urbains, mais le jeu de

la concurrence peut également faire des perdants. Les transformations sociales des milieux urbains sont mises en perspective dans le quatrième chapitre, tandis que les nouvelles formes du capitalisme fortement globalisé font l'objet du cinquième chapitre.

Composée de deux chapitres, la dernière partie porte sur la recomposition politique des villes et les dynamiques d'institutionnalisation de l'action collective liées, notamment, aux réformes fonctionnelles et institutionnelles. Trois groupes d'acteurs sont particulièrement interpellés : les mouvements urbains, les élites économiques et les leaders politiques locaux. Faisant une large place à la sociologie des mouvements sociaux, l'analyse de l'auteur met l'accent sur la contribution des mobilisations sociales eu égard à la transformation récente des dispositifs de gestion de la ville, ces derniers n'étant plus strictement la prérogative des élites politiques locales et des gestionnaires urbains. Un autre groupe d'acteurs très sollicité par les nouvelles formes de gouvernance urbaine est la classe d'affaires. Pour compléter la trilogie, le dernier chapitre de cette partie se penche sur les élus et les gouvernements urbains, qui constituent, selon Le Galès, « les piliers de la formation des modes de gouvernance en Europe » (p. 373).

La principale force de cet ouvrage est de passer en revue plusieurs thèses récentes quant aux transformations économiques et sociopolitiques en cours — qu'on peut regrouper sous le thème générique de métropolisation — et à leurs impacts sur les villes. En somme, il s'agit d'un ouvrage très riche et très fouillé, à la fois sur le plan théorique et sur le plan empirique. L'auteur nous présente un portrait nuancé, mais somme toute des plus optimistes, des nouvelles opportunités offertes aux villes et aux

agglomérations urbaines par les transformations récentes de l'État. En faisant ressortir la « relative robustesse des villes européennes », Le Galès s'éloigne des analyses proposées par certains chercheurs selon qui les milieux urbains européens vivent des transformations qui les rapprochent des villes étatsuniennes. En d'autres termes, à quelques exceptions près — pensons notamment aux villes britanniques et à certaines villes industrielles du 19^e siècle —, sur le plan sociopolitique, le modèle de la ville duale sous-jacent au processus d'américanisation n'a pas encore franchi les portes des villes européennes.

Claire Poitras
INRS-Urbanisation, Culture et Société

- **Maurin, Éric. 2004. *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*. Paris, éditions du Seuil, coll. « La République des idées ».**

Une société où l'on change souvent de trottoir

L'ouvrage d'Éric Maurin apparaît singulièrement en phase avec ce numéro de *Lien social et Politiques* qui s'interroge sur la pertinence du territoire comme instrument de l'action publique. Éric Maurin est un pur produit de l'élitisme français, dans ce qu'il a de meilleur sans doute : polytechnicien, ingénieur, docteur en économie, chercheur au CNRS. Il n'en est pas à son premier essai : il y deux ans, dans la même collection, il publiait *L'égalité des possibles* (Maurin, 2002). Il s'agit donc d'un approfondissement de sa réflexion et de ses travaux sur la structure sociale, les inégalités et la « fluidité sociale », pour reprendre une de ses expressions favorites. Cette fois il s'attaque à la question territoriale, avec cette thèse paradoxale et stimulante : le territoire apparaît tout à la fois comme un fac-